

Subprime: les banques peinent toujours à chiffrer le montant de l'addition

Economie

Posté par: Visiteur

Publié le : 21-02-2008 00:30:31

Les grandes banques internationales peinent toujours à déterminer les conséquences exactes sur leurs comptes de la crise du "subprime" plus de six mois après son commencement, ce qui ne manque pas d'inquiéter les marchés financiers.

La crise des crédits immobiliers à risque aux Etats-Unis a déjà contraint les banques à passer plus de 150 milliards de dollars de dépréciations d'actifs, ce qui a amputé d'autant leurs résultats. Mais beaucoup sont convaincus que la purge n'est toujours pas terminée.

Début février, les ministres des Finances et banquiers centraux du G7 ont demandé aux institutions financières de dévoiler "entièrement et rapidement" toutes leurs pertes liées au "subprime", le Fonds monétaire international (FMI) estimant qu'elles pourraient atteindre 400 milliards de dollars.

L'écart entre cette estimation et les pertes déjà constatées est, en partie, imputable à la détérioration continue du marché du crédit, qui oblige les banques à passer sans cesse plus de dépréciations.

Ces dépréciations résultent notamment de l'application des nouvelles normes comptables dites IFRS, qui obligent les banques à prendre comme référence les prix du marché pour évaluer les actifs de leur bilan.

Mais nombre d'actifs bancaires ne bénéficient plus d'un prix de référence car les marchés en question sont au point mort, faute d'acheteurs. Il s'agit principalement des produits financiers complexes, dont les investisseurs ne veulent plus entendre parler.

L'exercice d'évaluation de leurs actifs devient donc extrêmement complexe pour les banques, ce qui contribue à des résultats disparates. "Il y a des facteurs plus subjectifs", explique Hans van Damme, président associé de la Fédération des experts comptables européens (FEE). "Le nombre de paramètres (pris en compte) pourra différer d'un établissement à l'autre, mais vous ne pouvez pas dire que l'un a clairement raison et l'autre tort".

L'Américain AIG, premier assureur mondial, a récemment illustré les tâtonnements auxquels sont acculés les établissements financiers. Le groupe a concédé que la valeur de ses contrats de couverture sur le marché des créances d'entreprises avait baissé de 5,2 milliards de dollars à la fin novembre, alors qu'il évaluait jusqu'ici ce déclin à 1,6 milliard.

Poussé par son auditeur, AIG avait du reconnaître une "faiblesse" dans ses procédures concernant ses contrats de couverture contre le risque de crédit, ou CDS (credit default swaps), qui sont des produits financiers permettant aux banques de se protéger contre le non-remboursement d'obligations.

A mesure que le marché du crédit se dégrade, les banques s'escriment à valoriser CDS et autres produits financiers complexes dont la valeur, qui n'est plus que théorique, ne cesse d'évoluer. Aux difficultés actuelles de valorisation liées aux turbulences des marchés financiers pourraient s'ajouter des différences d'interprétation des normes comptables.

"La mise en oeuvre des IFRS est très différente d'une banque à l'autre, d'un pays à l'autre. C'est un problème de fond", estime Nicolas Véron, économiste au sein du laboratoire économique Bruegel. Mises en place en 2005 pour harmoniser les pratiques comptables, d'abord en Europe puis au-delà, les normes IFRS n'auraient donc pas complètement joué leur rôle.

"Le problème ne vient pas des règles mais plutôt de la cohérence et de la rigueur de leur application. Cette leçon commence seulement à être identifiée par le marché", affirme M. Véron.

AFP